

Brochure n° 3046

Convention collective nationale

IDCC : 45. – **CAOUTCHOUC**
(9^e édition. – Avril 2005)

ACCORD « SALAIRES » DU 29 MARS 2005

NOR : *ASET0550588M*
IDCC : 45

Entre :

Le syndicat national du caoutchouc et des polymères,

D'une part, et

La fédéchimie FCE-CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres des entreprises visées par l'article 1^{er} des clauses communes de la convention collective nationale du caoutchouc.

Article 2

Objet

Le présent accord a pour objet de revaloriser les salaires minima hiérarchiques tels que définis par l'article 7 de l'accord du 20 avril 1984 et les taux effectifs garantis qui concernent désormais les salariés dont les coefficients hiérarchiques sont inférieurs à 225.

Les taux effectifs garantis sont déterminés selon la formule suivante :

$$TK = T 130 + \frac{S 225 - T 130}{225 - 130} \times (K - 130)$$

dans laquelle :

TK : taux effectif mensuel garanti du coefficient K ;

T 130 : taux effectif mensuel garanti du coefficient 130 ;

S 225 : salaire minimum hiérarchique mensuel du coefficient 225.

Article 3

*Valeur des salaires minima hiérarchiques
et des taux effectifs garantis au 1^{er} avril 2005
(pour un emploi à plein temps)*

A compter du 1^{er} avril 2005, sont appliquées les valeurs suivantes :

- point mensuel : 5,71 € ;
- salaire minimum hiérarchique au coefficient 225 : 1 284,50 € (pour un emploi à plein temps) ;
- taux effectifs garantis :
 - coefficient 130 : 1 205,00 € ;
 - coefficient 140 : 1 213,39 € ;
 - coefficient 150 : 1 221,79 € ;
 - coefficient 160 : 1 230,18 € ;
 - coefficient 170 : 1 238,58 € ;
 - coefficient 180 : 1 246,97 € ;
 - coefficient 190 : 1 255,37 € ;
 - coefficient 215 : 1 276,36 €.

Les valeurs ainsi fixées, compte tenu des modalités d'application et du caractère variable de la date d'application de la réduction du temps de travail spécifique à chaque entreprise, comprennent le salaire de base auquel s'ajoute l'éventuelle compensation salariale de la réduction du temps de travail, qu'elle ait fait l'objet d'une intégration ou qu'elle fasse l'objet du versement d'un complément différentiel.

Article 4

Formalités de dépôt

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes dans les conditions prévues par les articles L.132-10 et R. 132-1 du code du travail.

Les parties signataires s'emploieront à obtenir son extension conformément à la législation en vigueur.

Fait à Paris, le 29 mars 2005.

(Suivent les signatures.)